

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/16/CZE

1er août 1997

(97-3258)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications de mise à jour présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT
de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

REPUBLIQUE TCHEQUE

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 22 juillet 1997.

Le montant total de l'aide publique pour 1995 s'élève à 30 678 millions de couronnes tchèques, soit environ 894 millions d'écus (en appliquant la moyenne quotidienne simple du taux de change de 1995, soit 34,31 couronnes pour 1 écu). Le produit intérieur brut pour 1995 ayant été estimé à 1 252 milliards de couronnes, l'aide publique représente 2,45 pour cent du PIB, ce qui correspond à 7,1 pour cent des dépenses publiques totales pour 1995.

Le nombre total de personnes employées dans toutes les branches de l'activité économique était de 5 012 000, ce qui correspond à une aide publique de 6 121 couronnes, soit 178 écus, par personne employée.

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
Tableaux	2
Promotion des exportations	3
Garantie par l'Etat de prêts destinés à financer certains programmes de développement approuvés par le gouvernement	6
Aide de l'Etat à la recherche-développement	8
Subvention de l'Etat pour encourager les économies d'énergie et de combustibles dans les locaux et habitations	11
Subvention aux compagnies de transport	13
Subventionnement des investissements dans l'infrastructure ferroviaire	15
Cessation d'activités minières	17
Promotion des petites et moyennes entreprises	19
Fonds national de l'environnement	21
Aide à l'agriculture	23

Tableau 1: Aide publique en 1995 (en millions de couronnes tchèques)

Type/forme d'aide	Don	Prêt à des conditions de faveur	Garantie	Total	Formulaire n°
Aide générale - Total	2 716	269	782	3 767	
- Garanties de prêt pour l'industrie	0	0	782	782	n° 2
- Mesures d'économie d'énergie	175	4	0	179	n° 4
- Protection de l'environnement	2 541	265	0	2 806	n° 9
Aide régionale - Total	0	0	0	0	
Recherche-développement - Total	4 667	28	0	4 695	n° 3
Aide sectorielle - Total	14 676	0	0	14 676	
- Cessation d'activités minières	4 794	0	0	4 794	n° 7
- Subventions aux transports	9 882	0	0	9 882	n° 5, 6
Développement des petites entreprises - Total	1 196	0	610	1 806	n° 8
Promotion des exportations - Total	89	0	10	99	n° 1
Agriculture - Total	5 621	14	0	5 635	n° 10
TOTAL	28 965	311	1 402	30 678	

Tableau 2: Aide publique en 1995 (en millions d'écus)

Type/forme d'aide	Don	Prêt à des conditions de faveur	Garantie	Total	Formulaire n°
Aide générale - Total	79,2	7,8	22,8	109,8	
- Garanties de prêt pour l'industrie	0,0	0,0	22,8	22,8	n° 2
- Mesures d'économie d'énergie	5,1	0,1	0,0	5,2	n° 4
- Protection de l'environnement	74,1	7,7	0,0	81,8	n° 9
Aide régionale - Total	0,0	0,0	0,0	0,0	
Recherche-développement - Total	136,0	0,8	0,0	136,8	n° 3
Aide sectorielle - Total	427,7	0,0	0,0	427,7	
- Cessation d'activités minières	139,7	0,0	0,0	139,7	n° 7
- Subventions aux transports	288,0	0,0	0,0	288,0	n° 5, 6
Développement des petites entreprises - Total	34,9	0,0	17,8	52,6	n° 8
Promotion des exportations - Total	2,6	0,0	0,3	2,9	n° 1
Agriculture - Total	163,8	0,4	0,0	164,2	n° 10
TOTAL	844,2	9,1	40,9	894,1	

1. Titre du programme/de la mesure d'aide

Promotion des exportations.

2. Echelon administratif responsable

Gouvernement central.

3. Autorité dont dépend le programme

Ministère de l'économie.

4. Fondement juridique

Complété par la Société de garantie et d'assurance des crédits à l'exportation (Exportní garanční a pojišťovací společnost, a.s. - EGAP), créée comme entreprise d'Etat par décision du gouvernement en 1992, et la nouvelle Loi sur l'assurance et le financement à l'exportation avec le soutien de l'Etat (n° 58/1995).

5. Programme nouveau ou existant

Première notification en 1993.

6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications

Aucune modification.

7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Promotion des exportations des entreprises tchèques.

Régional, sectoriel

Aucune restriction quant aux régions ou secteurs.

8. Forme d'aide

- Assurance des crédits à l'exportation contre les risques politiques et commerciaux (taux de prime variant entre 1,5 et 7,5 pour cent du montant assuré)
- Aide à l'exportation visant à compenser les écarts entre les taux d'intérêt intérieurs et les taux d'intérêt étrangers.

Le capital de l'EGAP a été prélevé sur le budget de l'Etat. A long terme, la société devra s'autofinancer.

Description des règles et conditions d'application

- Entreprises implantées en République tchèque, quel que soit leur régime de propriété
- L'offre destinée au marché intérieur doit représenter au moins 60 pour cent du total des exportations

- Bonification d'intérêt à hauteur de 70 pour cent au maximum de la marge de dépassement des taux intérieurs par rapport aux taux étrangers.

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Sans objet.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

L'aide n'est pas automatique; l'EGAP se prononce sur la base des demandes déposées par les entreprises.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Le mode de remboursement est spécifié dans les contrats.

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Elle varie d'un cas à l'autre.

14. Budget

Montant total: 889 millions de couronnes, dont:
800 millions de couronnes: capital du fonds d'assurance
89 millions de couronnes: bonifications d'intérêt

Balance (en millions de couronnes)	
Primes	Pertes
126	10

Sources du budget

Les 889 millions de couronnes ont été prélevés sur le budget de l'Etat.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

Bonification d'intérêt: 3

Assurance à long terme (plus de deux ans): 30

Assurance à court terme: 81

(Le montant des exportations assuré s'élevait à environ 8,3 milliards de couronnes en 1995.)

17. Renseignements/mesures de contrôle

Conseil de direction, Ministère des finances.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

La Banque tchèque des exportations, établissement financier de création récente (juillet 1995) contrôlé par l'Etat, est entrée en activité en 1996. L'EGAP et la Banque opèrent dans des conditions compatibles avec l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (Consensus de l'OCDE) et l'Entente intervenue dans le cadre de l'Union d'assureurs des crédits et des investissements internationaux (Union de Berne).

1. Titre du programme/de la mesure d'aide

Garantie par l'Etat de prêts destinés à financer certains programmes de développement approuvés par le gouvernement.

2. Echelon administratif responsable

Gouvernement central.

3. Autorité dont dépend le programme

Ministère des finances.

4. Fondement juridique

Le gouvernement est habilité à accorder cette garantie aux termes de la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

5. Programme nouveau ou existant

Première notification en 1993.

6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications

Aucune modification.

7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Programmes de développement approuvés par le gouvernement et orientés vers l'infrastructure, l'environnement et certains secteurs de la production industrielle.

Régional, sectoriel

8. Forme d'aide

Garantie d'Etat pour les prêts bancaires.

Description des règles et conditions d'application

Elles sont fixées cas par cas; en règle générale, le débiteur doit présenter un titre de propriété et acquitter une redevance obligatoire pour obtenir la garantie (redevance de 0,5 pour cent du montant garanti depuis 1994).

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Sans objet.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

L'aide n'est pas accordée automatiquement; le gouvernement octroie chaque garantie cas par cas.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Elles sont spécifiées dans chaque contrat; les sanctions sont fixées conformément à la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Elle varie selon l'échéance du crédit garanti.

14. Budget

L'encours des garanties totalisait 40 milliards de couronnes au 31 décembre 1995; un montant de 782 millions de couronnes a dû être versé aux banques au titre des garanties en 1995.

Balance (en millions de couronnes)	
Redevances	Pertes
10	782

Sources du budget

Budget de l'Etat.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

Huit projets ont été garantis en 1995, les principales garanties ayant été accordées à CEZ (société nationale d'électricité), SPT (société nationale des télécommunications), CSA (compagnie aérienne nationale) et au terminal de l'aéroport Ruzyně.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Contrôle effectué par le Ministère des finances.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide

Aide de l'Etat à la recherche-développement.

2. Echelon administratif responsable

Gouvernement central.

3. Autorité dont dépend le programme

Conseil interministériel de la recherche-développement
Bureau des aides, les Ministères concernés.

4. Fondement juridique

Accordée par le Bureau des aides publiques (Grantová agentura), ou prélevée sur les budgets des Ministères concernés, conformément à la Loi sur l'aide de l'Etat à la recherche-développement (n° 300/1992), à la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990) et à la Loi de finances de 1995.

5. Programme nouveau ou existant

Première notification en 1993.

6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications

Aucune modification.

7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Recherche fondamentale (95 pour cent) et développement de technologies (technologies de pointe dans les petites et moyennes entreprises, économie d'énergie, protection de l'environnement, autres technologies).

Régional, sectoriel

8. Forme d'aide

- Subventions directes (dons)
- Prêts sans intérêt (pour une durée maximale de trois ans).

Description des règles et conditions d'application

- Capacité de réaliser le projet
- Avantages escomptés dans le secteur
- Intérêt social du projet
- Importance du projet pour l'infrastructure scientifique et technologique
- Viabilité au plan financier.

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Dépenses non destinées à l'investissement
Dépenses d'investissement destinées à l'équipement.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

Le Conseil interministériel de la recherche-développement fait une sélection en fonction des résultats de l'adjudication du marché public.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Selon les contrats, le remboursement doit avoir lieu au plus tard dans les trois ou les cinq années suivantes; les sanctions sont fixées conformément à la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Non enregistré.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Elle n'est généralement pas limitée; elle est spécifiée dans chaque contrat.

14. Budget

4 863 millions de couronnes, dont:
4 667 millions de couronnes: dons
196 millions de couronnes: prêts sans intérêts (le taux d'intérêt moyen pour les prêts bancaires à moyen terme était de 14,33 pour cent en 1994; les bénéficiaires ont pu économiser 28 millions de couronnes au titre des intérêts).

Sources du budget

Budget de l'Etat.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

Environ 7 000.

17. Renseignements/mesures de contrôle

L'enregistrement central des projets est contrôlé par le Conseil interministériel de la recherche-développement.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l' Accord de l' OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide

Subvention de l'Etat pour encourager les économies d'énergie et de combustibles dans les locaux et habitations.

2. Echelon administratif responsable

Gouvernement central.

3. Autorité dont dépend le programme

Ministère de l'industrie et du commerce.

4. Fondement juridique

Accordée par l'Agence tchèque de l'énergie (Česká energetická agentura), qui est placée sous l'égide du Ministère de l'industrie et du commerce, conformément aux Principes de l'aide de l'Etat pour les économies d'énergie et de combustibles.

5. Programme nouveau ou existant

Première notification en 1993.

6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications

Aucune modification.

7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Economies d'énergie et de combustibles (rénovation et construction d'installations utilisant des sources d'énergie de substitution, amélioration de la qualité des bâtiments sur le plan thermique et technologique, mesure et régulation du chauffage, services consultatifs de soutien en matière d'énergie).

Régional, sectoriel

8. Forme d'aide

- Dons: 87,5 pour cent
- Prêts sans intérêt: 12,5 pour cent.

Description des règles et conditions d'application

Application des Principes de l'aide de l'Etat publiés par le Ministère de l'industrie et du commerce.

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Spécifiés dans les Principes de l'aide de l'Etat.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

L'aide n'est pas accordée automatiquement; l'autorité fait une sélection.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Elles varient selon les accords.

12. Cumul d'aides de différentes sources

Sans objet.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Trois à quatre ans.

14. Budget

200 millions de couronnes, dont:

89 millions de couronnes: isolation thermique complexe

46 millions de couronnes: mesure et régulation

25 millions de couronnes: sources d'énergie de substitution

15 millions de couronnes: information et consultation

15 millions de couronnes: soutien aux entreprises

10 millions de couronnes: autres projets.

Sources du budget

Les 200 millions de couronnes ont été prélevés sur le budget de l'Etat pour 1995.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

Dons: 210

Prêts: 50.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Ministère de l'industrie et du commerce, Agence tchèque de l'énergie.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide
Subvention aux compagnies de transport.
2. Echelon administratif responsable
Gouvernement central.
3. Autorité dont dépend le programme
Ministère des transports.
4. Fondement juridique
Loi de finances de 1995.
5. Programme nouveau ou existant
Première notification en 1993.
6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications
Aucune modification.
7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Subvention destinée à couvrir les pertes d'exploitation de la société ferroviaire nationale, à compenser le manque à gagner des compagnies d'autobus dû aux réductions de tarifs pour étudiants, et à aider la compagnie aérienne tchèque.

Régional, sectoriel

8. Forme d'aide

Dons.

Description des règles et conditions d'application

- Déficits de la société ferroviaire nationale
- Dons aux compagnies d'autobus pour compenser le manque à gagner dû aux réductions de tarifs pour étudiants
- Financement du coût des intérêts dus sur le matériel technique acquis en crédit-bail par la compagnie aérienne.

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Caractère social des prix des transports; compagnie aérienne tchèque: certains crédits.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

L'aide n'est pas accordée automatiquement, mais par Décision annuelle du gouvernement.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

En cas de non-restitution de la subvention, des sanctions sont appliquées conformément à la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

- Le subventionnement des prix sera progressivement supprimé dans le cadre de la déréglementation des prix; aucun calendrier n'a encore été fixé.
- Les bonifications d'intérêt accordées à la compagnie aérienne tchèque seront versées jusqu'en 1997.

14. Budget

Montant total: 6 661 millions de couronnes, dont:
5 301 millions de couronnes: société ferroviaire tchèque
1 200 millions de couronnes: compagnies d'autobus
160 millions de couronnes: compagnie aérienne tchèque

Sources du budget

Budget de l'Etat.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

86 (dont 84 compagnies d'autobus)

Note: les entreprises de transport municipales, qui appartiennent à l'Etat, reçoivent séparément des subventions au fonctionnement versées par les collectivités locales.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Ministère des transports.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide
Subventionnement des investissements dans l'infrastructure ferroviaire.
2. Echelon administratif responsable
Gouvernement central.
3. Autorité dont dépend le programme
Ministère des transports.
4. Fondement juridique
Loi de finances de 1995.
5. Programme nouveau ou existant
Première notification en 1993.
6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications
Aucune modification.
7. Objectif du programme/de la mesure d'aide
Horizontal
Régional, sectoriel
Promotion de l'infrastructure ferroviaire.
8. Forme d'aide
Dotation en capital accordée aux entreprises pour investir dans l'infrastructure ferroviaire et participer à la reconstruction et à l'amélioration du réseau.
Description des règles et conditions d'application
 - Adjudication publique et contrat spécifique pour chaque commande
 - Le montant final de la subvention est accordé après confirmation
 - Respect des paramètres de l'offre faisant l'objet du contrat.
9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée
Sans objet.
10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide
Néant.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Pas de remboursement; les sanctions sont généralement fixées par la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas d'autre source d'aide.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Durée non limitée, fixée chaque année par la Loi de finances.

14. Budget

Transferts effectifs du budget de l'Etat pour 1995: 3 221 millions de couronnes, soit 52 pour cent du total des investissements dans le secteur ferroviaire en 1995, qui s'élevait à 6 250 millions de couronnes.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

1: la société ferroviaire tchèque, compagnie nationale.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Ministère des finances et Ministère des transports; évaluation de l'évolution de l'offre et des conditions du contrat.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide

Cessation d'activités minières.

2. Echelon administratif responsable

Gouvernement central.

3. Autorité dont dépend le programme

Ministère de l'industrie et du commerce.

4. Fondement juridique

La Loi de finances de 1995 et le Décret du Ministère des finances, conformément aux décisions du gouvernement.

5. Programme nouveau ou existant

Première notification en 1993.

6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications

Aucune modification.

7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Régional, sectoriel

Aide de l'Etat pour la cessation d'activités dans le secteur minier.

8. Forme d'aide

Dons.

Description des règles et conditions d'application

Subvention accordée pour couvrir les coûts de la cessation d'activités minières, conformément à la résolution du gouvernement et à son plan technique de:

- fermeture des mines
- indemnisations au titre des licenciements
- indemnisations au titre des dégâts causés à l'environnement
- remise en culture des sites.

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Spécifiés dans la Loi de finances de 1995.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

Néant.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Application des conditions générales prévues en matière de sanctions dans la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Durée non limitée, approuvée année par année.

14. Budget

4 794 millions de couronnes prélevés sur le budget de l'Etat en 1995, dont:
2 272 millions de couronnes: fermeture technique des mines
1 686 millions de couronnes: indemnisations au titre des licenciements
836 millions de couronnes: remise en culture des sites

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Non spécifié.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

16 compagnies minières.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Ministère des finances et Ministère de l'industrie et du commerce.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide

Promotion des petites et moyennes entreprises.

2. Echelon administratif responsable

Gouvernement central.

3. Autorité dont dépend le programme

Ministère de l'économie.

4. Fondement juridique

Administré par la Banque de garantie et de développement de la Bohême-Moravie (Českomoravská záruční a rozvojová banka, a.s.), créée par décision du gouvernement en décembre 1991.

5. Programme nouveau ou existant

Première notification en 1993.

6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications

Aucune modification.

7. Objectif du programme/de la mesure d'aide

Horizontal

Petites et moyennes entreprises, promotion des entreprises privées.

Régional, sectoriel

Au plan régional, aide additionnelle dans 13 districts confrontés à des problèmes économiques, chômage: 48 pour cent du montant des intérêts; au plan sectoriel, aide au secteur privé de la santé et au secteur pharmaceutique (4,8 pour cent des garanties de prêts, 5,5 pour cent du montant des intérêts).

8. Forme d'aide

- Financement partiel des intérêts dus sur des prêts
- Garantie de prêts.

Description des règles et conditions d'application

- Résidence fixe et réalisation du projet: République tchèque
- Projets de développement, crédits à l'investissement
- Nombre maximum d'employés: 500 (250 depuis 1997)
(pour des projets déterminés: 10 ou 24)
- Limites en pourcentage pour chaque forme d'aide qui n'est pas généralement disponible.

9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Sans objet.

10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

L'aide n'est pas accordée automatiquement; l'autorité (la Banque) fait une sélection.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

En cas de non-restitution de la subvention, application des règles générales concernant les sanctions prévues par la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Concernant le financement des intérêts, quatre ans au maximum pour les différents projets; la durée de l'ensemble du programme n'est pas limitée.

14. Budget

1 196 millions de couronnes: subventions destinées au financement des intérêts
610 millions de couronnes ont été versés aux banques pour des prêts non remboursés en 1995
(des prêts à hauteur de 918 millions de couronnes étaient garantis à la fin de 1995).

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Voir point n° 8.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

- Financement des intérêts dus sur des prêts: 1 792
- Garantie de prêts: 176.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Ministère de l'économie; informations régulières communiquées par les bénéficiaires de subventions sur confirmation de la Banque.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide
Fonds national de l'environnement.
2. Echelon administratif responsable
Gouvernement central.
3. Autorité dont dépend le programme
Ministère de l'environnement.
4. Fondement juridique
Loi n° 388/1991.
5. Programme nouveau ou existant
Première notification en 1993.
6. Règles et conditions modifiées et raison de ces modifications
Aucune modification.
7. Objectif du programme/de la mesure d'aide
Horizontal
Soutien à la protection et à l'amélioration de l'environnement.
Régional, sectoriel
Au plan régional, soutien préférentiel accordé à des régions déterminées (Bohême septentrionale).
8. Forme d'aide
Dons: 52 pour cent
Prêts: 48 pour cent.
Description des règles et conditions d'application
Fixées cas par cas conformément aux instructions du Ministère de l'environnement; montant maximum pour dons ou prêts: 40 pour cent de la base de calcul de la subvention.
9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée
Sans objet.
10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide
L'aide n'est pas accordée automatiquement; le Conseil du Fonds et le Ministère de l'environnement font une sélection.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Sanctions appliquées conformément aux conditions générales prévues par la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Sept ans au maximum (prêts).

14. Budget

4 879 millions de couronnes, dont:
2 541 millions de couronnes: dons
2 338 millions de couronnes: prêts.

(Taux d'intérêt moyen des prêts: 3 pour cent, taux d'intérêt moyen des prêts bancaires à moyen terme en 1995: 14,33 pour cent, ce qui signifie que les bénéficiaires ont économisé 265 millions de couronnes.)

Sources du budget

- Versements pour le déversement d'eaux usagées
- Versements pour l'émission de matières nocives dans l'atmosphère
- Versements prévus par la Loi pour les déchets
- Versements pour l'occupation des sols
- Autres.

15. Concentration de l'aide causée au niveau sectoriel ou régional

Voir point n° 8.

16. Nombre de bénéficiaires estimé

364.

17. Renseignements/mesures de contrôle

Division du contrôle du Fonds, Ministère de l'environnement.

18. Justification de la compatibilité du programme d'aide

Pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Autres informations pertinentes

Néant.

1. Titre du programme/de la mesure d'aide
Aide à l'agriculture.
2. Echelon administratif responsable
Gouvernement central.
3. Autorité dont dépend le programme
Ministère de l'agriculture.
4. Fondement juridique
Loi sur les règles et pratiques budgétaires
Principes de l'aide de l'Etat élaborés par le Ministère des finances et le Ministère de l'agriculture, Décret relatif à l'octroi de subventions.
5. Programme nouveau ou existant
Première notification en 1993.
6. Règles et conditions modifiées, et raison de ces modifications
Aucune modification.
7. Objectif du programme/de la mesure d'aide
Horizontal

Aide au développement de l'économie de marché, à la restructuration de la production, à la préservation des ressources génétiques et à la sylviculture, et amélioration de l'approvisionnement en eau potable.
8. Forme d'aide

Dons
Prêts sans intérêt remboursables sur une durée de sept à 15 ans.

Description des règles et conditions d'application

Application des Principes.
9. Coûts ouvrant droit à chaque forme d'aide et sur lesquels cette dernière est calculée

Sans objet.
10. Autres limitations ou critères pour chaque forme d'aide

L'aide n'est pas accordée automatiquement; la Commission des aides du Ministère de l'agriculture fait une sélection.

11. Dispositions concernant le remboursement et les sanctions

Application de la Loi sur les règles et pratiques budgétaires (n° 576/1990).

12. Cumul d'aides de différentes sources

Pas de cumul.

13. Durée du programme/de la mesure d'aide

Un an.

14. Budget

Montant total en 1995: 5 720 millions de couronnes, dont:

99 millions: prêts sans intérêt

668 millions: allocation pour le maintien des ressources génétiques

1 174 millions: allocation pour la conservation du paysage

247 millions: allocation pour la protection des forêts nouvelles

330 millions: allocation pour la préservation de l'environnement et des ressources en eau

265 millions: allocation pour le bétail

53 millions: allocation pour la protection des nouveaux herbages

114 millions: allocation en faveur de produits et de l'élevage

209 millions: allocation pour des priorités écologiques - sylviculture

50 millions: allocation pour l'informatisation

75 millions: allocation pour l'apiculture

80 millions: allocation pour la remise en état des vignobles et des houblonnières

30 millions: allocation pour des activités consultatives

27 millions: allocation pour le boisement

2 299 millions: allocation au Fonds de soutien et de garantie pour l'agriculture et la sylviculture (garanties, financement partiel des paiements d'intérêts).

Sources du budget

Budget de l'Etat.

15. Nombre de bénéficiaires estimé

Environ 16 000.

16. Renseignements/mesures de contrôle

Divisions régionales du Ministère de l'agriculture.